

Parlement : violente attaque contre l'Église et la laïcité des institutions

Article rédigé par *Giorgio Salina*, le 04 mai 2007

Jeudi 26 avril 2007, à Strasbourg, a été discutée, votée et approuvée (par 325 voix, 124 contre et 150 abstentions) une énième résolution sur l'homophobie en Europe, dirigée surtout contre la Pologne ; mais les partisans de la proposition de compromis, finalement approuvée, n'ont pas manqué l'occasion d'accuser les responsables politiques (polonais), et les leaders religieux (de l'Église catholique) de fomenter un climat d'intolérance et de discrimination.

Et l'on nous dit que les évêques catholiques n'étaient pas concernés...

Le prétexte, cette fois, se trouve dans les déclarations d'un membre du gouvernement polonais évoquant l'hypothèse de défendre aux gays d'enseigner dans les écoles, et une brochure, toujours polonaise, dans laquelle on définit l'homosexualité comme une "maladie". Malgré le démenti du chef du gouvernement de Varsovie, les habituels et très adroits membres de l'intergroupe gay et lesbien du Parlement européen, ainsi que leurs alliés gay friendly, n'ont pas perdu l'occasion de poser dans les habits des victimes outragées, discriminées, faisant l'objet d'actes de violence. Ces actes de violence ont été surtout enregistrés, semble-t-il, en Pologne, où dans un but clairement provocateur, se multiplient les défilés qui affichent "l'orgueil homosexuel", dont les participants subissent souvent des tirs d'œufs et de tomates pourries.

Pour les parlementaires gays, mais en particulier pour leurs alliés, le véritable objectif est de discréditer et réduire au silence l'Église catholique, qui ne cesse de proposer avec cohérence, précision et autorité une vision de l'homme et de la société conforme à la dignité humaine et au droit naturel, droitement entendu, c'est-à-dire reçu, dans la conscience droite de chacun, comme la réponse à ses véritables exigences.

Michael Cashman (socialiste, GBR), président de l'intergroupe gay et lesbien, est intervenu, très indigné, au nom des victimes de violences, de vexations et de discriminations. Au départ, plusieurs groupes de la gauche avaient présenté chacun leur proposition de résolution ; celle présentée par les groupes GUE/NGL (Gauche unitaire européenne, Gauche verte nordique) et Verts/ALE (Alliance libre européenne) attaquait durement l'évêque de Namur, et plus durement encore le président de la conférence épiscopale italienne (CEI), Mgr Bagnasco. Pour être précis, voici le texte des "considérants" : "... considérant que les homosexuels sont régulièrement visés, au travers de discours discriminatoires, par les chefs religieux dans l'Union tout entière, et notamment par l'évêque de Namur qui, le 4 avril 2007, a qualifié l'homosexualité "d'anormale" et a déclaré qu'il s'agissait d'un stade imparfaitement développé de la sexualité humaine, et par le chef de la Conférence des évêques italiens, qui a affirmé qu'un projet de loi visant à conférer des droits restreints à l'adoption aux couples de même sexe revenait à autoriser l'inceste et la pédophilie. " Cette dernière affirmation est un mensonge flagrant, écrit en toute connaissance de cause.

Ces faux pacifistes, adeptes du mensonge et de la violence politiques, sont, entre autres, les italiens Monica Frassoni (Verts), Juste Catane et Vittorio Agnoletto (Rifondazione Comunista) [1] tous multirécidivistes, et qui, en Italie, sont un peu plus "prudents" parce qu'ils ont besoin de la légitimation des catholiques de la Marguerite et plus généralement de la majorité de gauche. L'arrogance de leur violence verbale est grave, qui, si elle n'est pas physique, piétine consciemment la vérité pour atteindre ses buts.

Tout ceci constitue une attaque très grave de la laïcité des institutions européennes et nationales, qu'ils voudraient asservir à leur idéologie, en trahissant la démocratie. S'il est clair que la laïcité signifie une certaine neutralité par rapport aux positions idéologiques ou religieuses, la démocratie appelle le libre concours de chacun au bien commun, selon ses convictions, en respectant les autres, alors que les laïcistes radicaux veulent faire taire ceux qui ne partagent pas leurs positions avec l'excuse, maintenant discréditée, de "non ingérence".

Aux chrétiens, il revient le devoir difficile de réaffirmer leur propre liberté et leur dignité, comme la liberté et la dignité de tous, de chercher à rétablir la vérité, de pardonner à leurs ennemis, et prier pour eux. Mais alors que les attaques contre l'Église, la démocratie et la liberté de tous, la laïcité, c'est-à-dire à la possibilité d'être unis dans la même maison commune, s'étendent de manière aussi grave, leur engagement public indispensable est de crier la vérité "sur les toits", de dire, même face à l'incompréhension et dans l'isolement, comment les choses se sont déroulées réellement et comment les libertés et la démocratie ont été aussi

manifestement piétinées.

Il est en outre utile de signaler un communiqué de deux députés italiens, le mercredi 25 avril Strasbourg : "Forza Italia et l'intergroupe du Parti populaire européen ont déjoué la tentative des socialistes, des Verts, des libéraux et des communistes de faire condamner par le Parlement européen le président de la CEI Mgr Bagnasco", ont déclaré Mario Mauro, vice-président du Parlement européen, et Antonio Tajani, chef de la délégation de Forza Italia au parlement européen. "Des groupes européens — poursuivent Mauro et Tajani — où sont représentés tous les partis de l'Union (sauf l'Udeur-Union des démocrates pour l'Europe) attribuaient à Mgr Bagnasco des phrases jamais prononcées à propos de l'homosexualité. La proposition des gauches, largement diffusée, a été rayée du texte final de compromis entre les diverses forces politiques. "

Les deux eurodéputés concluent en soulignant qu'"ils ne peuvent pas, sur ce point, ne pas souligner les contradictions du nouveau parti démocratique [soutenu par Romano Prodi, Ndlr] qui, à Rome, exprime sa solidarité à Mgr Bagnasco après les menaces qu'il a reçues, mais à Strasbourg, est le partenaire d'une attaque très dure contre le président de la CEI".

*Giorgio Salina est président de la Fondation Europa, partenaire de la Fondation de Service politique.

Pour en savoir plus :

Le texte de la proposition de résolution

Le projet de résolution finale

Association pour la Fondation Europa

[1] Ainsi que les français Marie-Hélène Aubert, Francis Wurtz, Paul Vergès et le franco-allemand Daniel Cohn-Bendit.

D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage